



RCS : NICE

Code greffe : 0605

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NICE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2015 B 02240

Numéro SIREN : 814 228 714

Nom ou dénomination : "SAPRIC " Société d'Assistance pour la Promotion et la Réalisation Industrielle et Commerciale

Ce dépôt a été enregistré le 11/07/2017 sous le numéro de dépôt 7826

7826(e)

AGM DE LA SAS SAPRIC

DUPLICATA

Enregistré à : POLE ENREGISTREMENT DE NICE

Le 29/06/2017 Bordereau n°2017/760 Case n°3

Enregistrement : 375 €

Pénalités :

Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros

Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros

L'Agent administratif des finances publiques

Ext 4559

Stéphane POIRET
Agent des Finances publiques

" SAPRIC "

Société d'Assistance pour la Promotion et la Réalisation Industrielle et Commerciale

Société par actions simplifiée

Au capital de 25.000 €uros

39 Chemin de TERRON

06200 NICE

RCS NICE B. 814 228 714

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 21 JUIN 2017

L'an deux mille dix sept
Et le vingt et un juin à 14 heures,

Les associés de la société sus désignée se sont réunis en Assemblée Générale Mixte sur convocation, au siège social 39 Chemin de TERRON à NICE.

Il a été établi une feuille de présence à laquelle ont été annexés les pouvoirs des associés représentés par des mandataires et qui est émarginée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance.

L'assemblée est présidée par Monsieur Sid-Ahmed BENSALAM

L'assemblée générale procède alors à la formation de son bureau.

Monsieur Sid-Ahmed BENSALAM est également appelé comme scrutateur et secrétaire de séance.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau ainsi constitué, permet de constater que les associés présents ou représentés possèdent plus du quart du capital social.

PAGE 1

BS BS BS BS

En conséquence, l'assemblée réunissant le quorum requis est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

Le Président donne alors lecture de l'ordre du jour de l'assemblée :

1/ AU TITRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

- ⇒ Rapport de gestion du Président sur l'activité de la société au cours de l'exercice social clos le 31 DECEMBRE 2016 et examen
- ⇒ Approbation des rapports de gestion, comptes et bilan clos le 31 DECEMBRE 2016
- ⇒ Affectation des résultats
- ⇒ Décisions concernant les conventions relatives aux articles L.227-10 et suivants du Code de Commerce
- ⇒ Quitus au Président
- ⇒ Questions diverses

2/ AU TITRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

- ✓ Augmentation du capital social par incorporation des réserves
- ✓ Modification corrélative des statuts
- ✓ Distributions de dividendes
- ✓ Pouvoirs en vue des formalités

Puis, il dépose sur le bureau et présente à l'assemblée :

- Les avis de convocation des associés
- La feuille de présence de l'assemblée à laquelle sont annexés les pouvoirs des associés représentés par des mandataires
- L'inventaire des valeurs actives et passives de la société, le bilan, le compte de résultat et l'annexe de l'exercice écoulé
- Le rapport de gestion
- Le texte des résolutions qui seront soumises à l'assemblée.

Puis Monsieur le Président déclare, ce dont l'assemblée prend acte que les documents et renseignements ci-après ont été tenus à la disposition des associés au siège social, depuis la convocation de l'assemblée :

- Le teste des résolutions proposées
- L'inventaire, le bilan, le compte de résultat et l'annexe

Le Président donne ensuite lecture du rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les évènements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il a été établi, ainsi que sur l'activité de la société en matière de recherche et de développement.

Ces lectures terminées, le Président ouvre la discussion et offre la parole à tout actionnaire qui désirerait la prendre.

Diverses questions sont alors satisfaites et des commentaires et observations sont également échangées.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

1/ AU TITRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée générale des associés, donne acte au Président de ce que les dispositions légales et statutaires concernant la convocation de l'assemblée et la communication des comptes sociaux ont bien été respectées et, notamment, la mise à la disposition des associés, pendant les quinze jours qui ont précédé l'assemblée, de l'inventaire soumis à son approbation.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale des associés, après avoir entendu la présentation du rapport de gestion, les explications complémentaires fournies verbalement, approuve dans toutes les parties et sans réserve, le rapport de gestion et les comptes clos le 31 DECEMBRE 2016, tels qu'ils lui sont présentés, et qui font apparaître pour ledit exercice un BENEFICE DE 282.045 Euros.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale des associés approuve la proposition du Président, et décide d'affecter le bénéfice de + 282.045 euros de l'exercice de la manière suivante :

- La somme de 10.000 euros est affectée à « la réserve légale »
- La somme de 272.045 euros est affectée provisoirement au poste « report à nouveau ».

BS BS BS BS

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons les distributions de dividende effectuées au titre des trois derniers exercices : **NEANT**.

L'assemblée générale des associés, constate par ailleurs, conformément aux articles L227-10 et suivants du Code de Commerce, l'absence de conventions nouvelles et qu'en suite de l'article 59, I, 6° de la Loi LME, et l'article L. 227-9-1 du Code de Commerce, il n'a pas été nommé de Commissaire aux Comptes.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'assemblée générale des associés approuve les actes de gestion accomplis au cours de l'exercice écoulé, dont le compte rendu et le contrôle ont été effectués et donne quitus de son mandat pour ledit exercice au Président.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

2/ AU TITRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président, décide d'augmenter le capital social d'une somme de SOIXANTE QUINZE MILLE EUROS (75.000 €).

Cette opération est effectuée par incorporation du compte « report à nouveau » à hauteur de 75.000 €uros après affectation du résultat clos au 31 décembre 2016.

Cette augmentation de capital intervient comme suit :

- par voie de création de 750 actions nouvelles de 100 euros de valeur nominale chacune, attribuées aux associés prorata de leur détention dans le capital social

Le capital social se trouve ainsi porté de la somme de VINGT CINQ MILLE EUROS (25.000 €), valeur initiale, à la somme de **CENT MILLE EUROS (100.000 €)**, valeur finale, et ce, à compter de ce jour.

Les actions nouvelles ainsi créées, assujetties à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits que les actions anciennes à compter de ce jour.

Par ailleurs, l'Assemblée générale des associés, décide de distribuer à titre de dividendes aux associés la somme de CENT SOIXANTE DIX MILLE EUROS (170.000 €) prélevée sur le poste « Report à Nouveau ».

En conséquence le montant du coupon de chaque action s'élèvera à la somme de 680 €.

La mise en paiement des dividendes pourra s'effectuer à compter de ce jour.

Il est précisé au visa de l'article 243 bis du Code général des impôts que le montant des sommes distribuées ~~par~~ éligibles à la réfaction de 40 % s'élève à la somme de 170.000 €.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée des associés, en conséquence de la résolution qui précède, décide de modifier les articles 7 et 8 des statuts ainsi qu'il suit :

Article 7 - APPORTS

Il a été apporté à la société

[1] Lors de sa constitution : la somme en numéraire de 25.000 euros ;

[2] Depuis de sa constitution

Suite au procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 21 juin 2017

Augmentation du capital social :

- *par voie de création de 750 actions nouvelles de 100 euros de valeur nominale chacune, attribuées aux associés prorata de leur détention d'actions dans le capital social*

Article 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 100.000 euros.

Il est divisé en 1.000 (mille) actions nominatives, d'une seule catégorie, d'une valeur nominale de 100 euros chacune, entièrement libérées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

AS AS AS AS

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée des associés, compte tenu des résolutions qui précèdent, donne tous pouvoirs à son Président ou à tout mandataire de son choix, à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité légale y afférentes.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

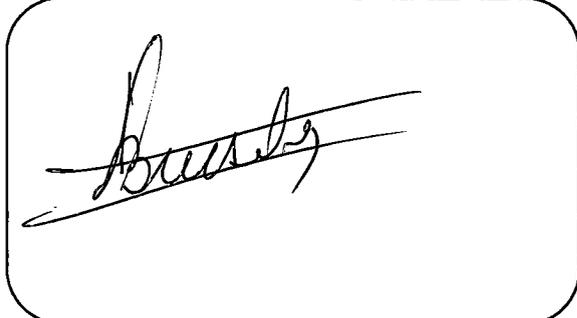
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les associés et consigné sur le registre de ses délibérations.

Monsieur Sid-Ahmed BENSALEM

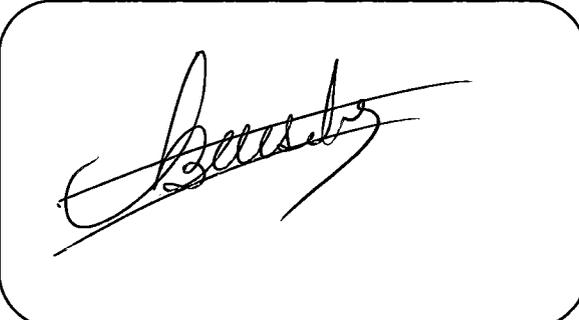


Monsieur Elyace BENSALEM

Représenté par Mr Sid-Ahmed BENSALEM

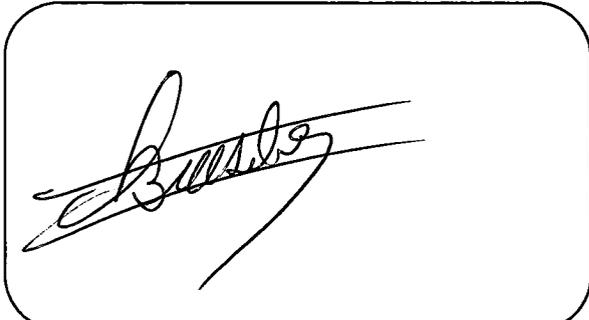


Madame Nadia DAHMANE-BENSALEM
Représentée par Mr Sid-Ahmed BENSALEM



Madame N'Fissa BENSALEM

Représentée par Mr Sid-Ahmed BENSALEM



POUVOIR

Je soussigné Mr Elyace BENSALÉM – 143 rue Ali Remli, 16340 Bouzareah – ALGER - ALGERIE

Titulaire de 100 actions de la SAS « SAPRIC » au capital de 25.000 Euros, dont le siège social se trouve sis à NICE (06200) 39 Chemin de Terron.

Délégué par les présentes, pouvoir :

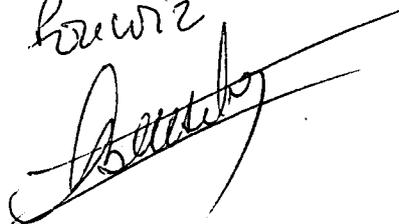
A Mr Sid-Ahmed BENSALÉM.

A l'effet de me représenter à l'assemblée générale extraordinaire de ladite société, qui se tiendra au siège social, sis à NICE (06200) 39 Chemin de Terron, le 21 JUIN 2017 à 14 heures, où il sera délibéré sur l'ordre du jour suivant :

- ◇ Rapport de la gérance
- ◇ Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016
- ◇ Quitus à la gérance
- ◇ Affectation des résultats
- ◇ Rémunération de la gérance
- ◇ Constatation des conventions visées à l'article L.223-19 du Nouveau Code du Commerce
- ◇ Augmentation du capital social
- ◇ Mise à jour des statuts
- ◇ Questions diverses.

Examiner tous documents, intervenir dans tous les débats, et prendre part aux votes correspondants au projet de résolutions comme suit :

1ère Résolution :	✓ POUR	CONTRE
2ème Résolution :	✓ POUR	CONTRE
3ème Résolution :	✓ POUR	CONTRE
4ème Résolution :	✓ POUR	CONTRE
5ème Résolution :	✓ POUR	CONTRE
6ème Résolution :	✓ POUR	CONTRE
7ème Résolution :	✓ POUR	CONTRE

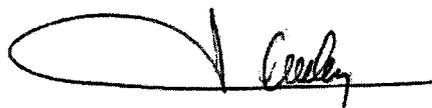
*Bon pour acceptation
de pouvoir*


Accepter toutes missions ou fonctions et faire le nécessaire.

Fait à Le 6 juin 2017

Faire précéder la signature de la mention manuscrite
"Bon pour pouvoir"

Bon pour pouvoir



POUVOIR

Je soussigné Mme Nadia DAHMANE- BENSALÉM – 143 rue Ali Remli, 16340 Bouzareah – ALGER - ALGERIE

Titulaire de 25 actions de la SAS « SAPRIC » au capital de 25.000 Euros, dont le siège social se trouve sis à NICE (06200) 39 Chemin de Terron.

Délégué par les présentes, pouvoir :

A Mr Sid-Ahmed BENSALÉM.

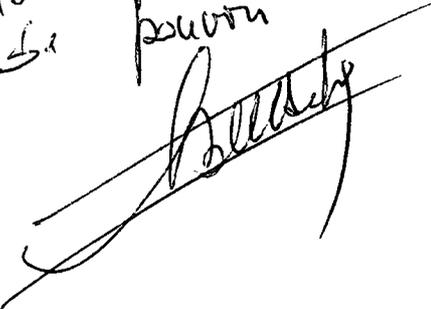
A l'effet de me représenter à l'assemblée générale extraordinaire de ladite société, qui se tiendra au siège social, sis à NICE (06200) 39 Chemin de Terron, le 21 JUIN 2017 à 14 heures, où il sera délibéré sur l'ordre du jour suivant :

- ◊ Rapport de la gérance
- ◊ Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016
- ◊ Quitus à la gérance
- ◊ Affectation des résultats
- ◊ Rémunération de la gérance
- ◊ Constatation des conventions visées à l'article L.223-19 du Nouveau Code du Commerce
- ◊ Augmentation du capital social
- ◊ Mise à jour des statuts
- ◊ Questions diverses.

Examiner tous documents, intervenir dans tous les débats, et prendre part aux votes correspondants au projet de résolutions comme suit :

1ère Résolution :	✓ POUR	CONTRE
2ème Résolution :	✓ POUR	CONTRE
3ème Résolution :	✓ POUR	CONTRE
4ème Résolution :	✓ POUR	CONTRE
5ème Résolution :	✓ POUR	CONTRE
6ème Résolution :	✓ POUR	CONTRE
7ème Résolution :	✓ POUR	CONTRE

Bon pour acceptation
Si pour



Accepter toutes missions ou fonctions et faire le nécessaire.

Fait à Le 6 juin 2017

Faire précéder la signature de la mention manuscrite "Bon pour pouvoir"

Bon pour pouvoir



POUVOIR

Je soussigné Mme N'Fissa BENSALÉM – Château Miramar, Bât 2, 2 rue Germaine Imbert 06000 NICE

Titulaire de 25 actions de la SAS « SAPRIC » au capital de 25.000 Euros, dont le siège social se trouve sis à NICE (06200) 39 Chemin de Terron.

Délègue par les présentes, pouvoir :

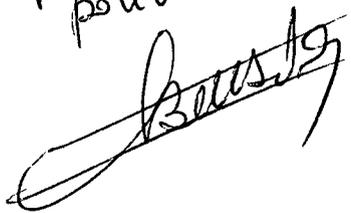
A Mr Sid-Ahmed BENSALÉM.

A l'effet de me représenter à l'assemblée générale extraordinaire de ladite société, qui se tiendra au siège social, sis à NICE (06200) 39 Chemin de Terron, le 21 JUIN 2017 à 14 heures, où il sera délibéré sur l'ordre du jour suivant :

- ◇ Rapport de la gérance
- ◇ Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016
- ◇ Quitus à la gérance
- ◇ Affectation des résultats
- ◇ Rémunération de la gérance
- ◇ Constatation des conventions visées à l'article L.223-19 du Nouveau Code du Commerce
- ◇ Augmentation du capital social
- ◇ Mise à jour des statuts
- ◇ Questions diverses.

Examiner tous documents, intervenir dans tous les débats, et prendre part aux votes correspondants au projet de résolutions comme suit :

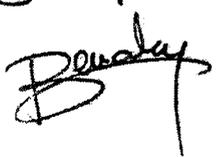
1ère Résolution :	✓ POUR	CONTRE
2ème Résolution :	✓ POUR	CONTRE
3ème Résolution :	✓ POUR	CONTRE
4ème Résolution :	✓ POUR	CONTRE
5ème Résolution :	✓ POUR	CONTRE
6ème Résolution :	✓ POUR	CONTRE
7ème Résolution :	✓ POUR	CONTRE

Bon pour acceptation
pour pouvoir


Accepter toutes missions ou fonctions et faire le nécessaire.

Fait à Le 6 juin 2017

Faire précéder la signature de la mention manuscrite
"Bon pour pouvoir"

Bon pour pouvoir


4896021

SAS « SAPRIC »

Société d'Assistance pour la Promotion et la Réalisation Industrielle et Commerciale

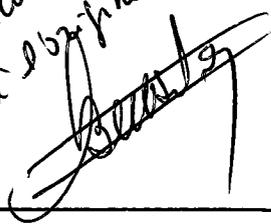
Société par Actions Simplifiée

Au capital de 100.000 euros

39 Chemin de Terron

06200 NICE

RCS NICE 814 228 714

*copie sincère et
conforme à l'original*


STATUTS MIS A JOUR LE 21 JUIN 2017

LES SOUSSIGNES

Ont arrêtés ainsi qu'il suit les statuts d'une Société par actions simplifiée que les associés ont décidé de constituer entre eux,

Monsieur Elyace BENSALÉM,

Né le 9 Mai 1973, à El Biar (ALGERIE), de nationalité algérienne, marié avec Madame Hassen Khodja Souad, à Bouzareah (ALGERIE), en date du 21-11-2012, sous le régime légal algérien et sous le numéro 712.

Et demeurant au 143, rue Ali Remli, 16340 Bouzareah ALGER - ALGERIE

ET

Monsieur Sid-Ahmed BENSALÉM,

Né le 14 août 1942, à Alger (ALGERIE), de nationalité française, marié avec Madame N'Fissa BENSALÉM, née LAKEHAL, à Alger(ALGERIE), le 6 avril 1970, sous le régime légal algérien.

Et demeurant ensemble au Château Miramar, bâtiment 2, 2 rue Germaine Imbert, 06000 NICE.

ET

Madame N'Fissa BENSALÉM, née LAKEHAL,

Née le 10 Juillet 1950, à Alger (ALGERIE), de nationalité française, mariée avec Monsieur Sid-Ahmed BENSALÉM, à Alger(ALGERIE), le 6 avril 1970, sous le régime légal algérien.

Et demeurant ensemble au Château Miramar, bâtiment 2, 2 rue Germaine Imbert, 06000 NICE.

ET

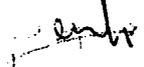
Madame Nadia DAHMANE, née BENSALÉM.

Née le 16 Janvier 1982, à A KOUBA(ALGERIE), de nationalité algérienne, mariée avec Monsieur Allal DAHMANE, à Alger centre(ALGERIE), en date du 25-03-2010, sous régime légal algérien et sous le numéro 199.

Et demeurant au 143, rue Ali Remli, 16340 Bouzareah ALGER - ALGERIE.

Représentée par Monsieur Elyace BENSALÉM aux termes d'une procuration faite à Alger (ALGERIE) le 28 Septembre 2015, et dont une copie demeure annexée à la présente.

Monsieur Elyace BENSALÉM Monsieur Sid-Ahmed BENSALÉM Madame N'Fissa BENSALÉM Madame Nadia DAHMANE Page 1



TITRE I
FORME-OBJET-DENOMINATION-SIEGE SOCIAL-DUREE
EXERCICE SOCIAL

ARTICLE 1 – Forme

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 2 – Objet

La Société a pour objet tant en France qu'à l'étranger :

L'activité d'**IMPORT/EXPORT DE MATERIEL DE FROID, CHAUFFAGE, CLIMATISATION ET MATERIEL DE RESTAURATION** le tout directement ou indirectement au moyen de création de sociétés et groupements nouveaux, d'apports, de souscription, d'achat de valeurs mobilières et droits sociaux, de fusion, d'alliances, de société en participation ou de prise en location ou location-gérance de tous biens et autres droits,

Et plus généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher à l'objet social ou à tous objets connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

ARTICLE 3 - Dénomination

La dénomination de la Société est : **«SAPRIC» - Société d'Assistance pour la Promotion et la Réalisation Industrielle et Commerciale.**

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement «Société par actions simplifiée» ou des initiales " S.A.S. " et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé : **39 Chemin de Terron, 06200 NICE.**

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, la décision devra être ratifiée par la plus proche décision collective des associés.

ARTICLE 5 – Durée

La durée de la Société est fixée à **99 ans** à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution ou prorogation anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

ARTICLE 6 – Exercice Social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social commencera au jour de l'immatriculation pour se terminer au 31 décembre 2016.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS - TRANSMISSION ET INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Article 7 - APPORTS

Il a été apporté à la société

[1] Lors de sa constitution : la somme en numéraire de 25.000 euros ;

[2] Depuis de sa constitution

Suite au procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 21 juin 2017

Augmentation du capital social :

- par voie de création de 750 actions nouvelles de 100 euros de valeur nominale chacune, attribuées aux associés prorata de leur détention d'actions dans le capital social

Article 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 100.000 euros.

Il est divisé en 1.000 (mille) actions nominatives, d'une seule catégorie, d'une valeur nominale de 100 euros chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 9 - Apports en industrie

La société peut émettre des actions en rémunération des apports en industrie qui lui sont effectués.

Ces actions sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social. Sous réserve des éventuelles actions de préférence bénéficiant de droits spécifiques, les actions représentatives d'apports en industrie disposent des mêmes droits que les autres actions émises par la Société par actions simplifiée et notamment le droit de participer aux décisions collectives et de percevoir des dividendes.

Les actions représentatives d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles ne peuvent être cédées et sont annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation des prestations dues par ledit titulaire.

La valeur de ces actions sera évaluée régulièrement, tous les années, et pour la première fois dans un délai de douze (12) mois à compter de leur émission, dans les conditions précisées à l'article L 225-8 du Code de Commerce.

ARTICLE 10 - Comptes courants

Les associés peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en «Comptes courants». Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'accord commun entre l'associé intéressé et le Président. Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

ARTICLE 11 - Modifications du capital social

1° Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant à la majorité des deux tiers des voix des droits de vote, sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

2° Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

3° En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis.

Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

4° Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

ARTICLE 12 - Indivisibilité des actions – Usufruit

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et

Bb

h

N'Fissa

Nadia

au nu-propritaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de La Poste faisant foi de la date d'expédition. Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propritaire a le droit de participer à toutes les assemblées générales.

ARTICLE 13 - Droits et obligations attachés aux actions

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente, sous la réserve énoncée ci-après aux termes de l'article 34.

2 - Les actionnaires ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

3 - Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres repr santant d'un actionnaire ne peuvent requérir l'aposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

4 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

5 - Les actions ayant une valeur nominale inférieure ou égale à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat peuvent être regroupées. Ces regroupements sont décidés par les assemblées générales d'associés dans les conditions prévues pour la modification des statuts et selon les dispositions réglementaires. Ils comportent l'obligation, pour les associés, de procéder aux achats ou aux cessions d'actions nécessaires pour réaliser le regroupement.

Si le ou les associés ayant pris cet engagement et ne le remplissent pas, les opérations de regroupement peuvent être annulées à la demande de tout intéressé. Dans ce cas, les achats et les ventes de rompus peuvent être annulés à la demande des associés qui y ont procédé ou de leurs ayants cause, à l'exception des associés défaillants, sans préjudice de tous dommages-intérêts s'il y a lieu.

La valeur nominale des actions regroupées ne peut être supérieure à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat.

Pour faciliter ces opérations, la Société doit, avant la décision de l'assemblée générale, obtenir d'un ou de plusieurs associés l'engagement de servir pendant un délai de deux ans, au prix fixé par l'assemblée, la contrepartie tant à l'achat qu'à la vente des offres portant sur les rompus ou des demandes tendant à compléter le nombre de titres appartenant à chacun des associés intéressés.

  l'expiration du délai fixé par le décret, les actions non présentées en vue de leur regroupement perdent leur droit de vote et leur droit au dividende est suspendu. Les dividendes dont le paiement a été suspendu sont, en cas de regroupement ultérieur, versés aux propriétaires des actions anciennes dans la mesure où ils n'ont pas été atteints par la prescription.

Bo

h

Parade

Bo

Lorsque les propriétaires de titres n'ont pas la libre administration de leurs biens, la demande d'échange des anciens titres et les achats ou cessions de rompus nécessaires pour réaliser le regroupement sont assimilés à des actes de simple administration, sauf si les nouveaux titres sont demandés sous la forme au porteur en échange de titres nominatifs.

Les titres nouveaux présentent les mêmes caractéristiques et confèrent de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité les mêmes droits réels ou de créance que les titres anciens qu'ils remplacent.

Les droits réels et les nantissements sont reportés de plein droit sur les titres nouveaux attribués en remplacement des titres anciens qui en sont grevés.

6 - Sauf interdiction légale, il sera fait masse, au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, entre toutes les actions des exonérations et imputations fiscales ainsi que de toutes taxations susceptibles d'être supportées par la Société, avant de procéder à toute répartition ou remboursement, de telle manière que, compte tenu de la valeur nominale et de leur jouissance respectives, les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

ARTICLE 14 - Forme des valeurs mobilières

La société ne pouvant faire appel public à l'épargne, les valeurs mobilières émises par celle-ci sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 15 - Libération des actions

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

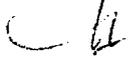
TITRE III CESSION – TRANSMISSION

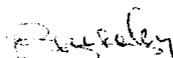
ARTICLE 16 - Définitions

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

a) **Cession** : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir :









cession, transmission, échange, apport en Société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

b) **Action ou Valeur mobilière** : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

c) **Opération de reclassement** signifie toute opération de reclassement simple des actions de la Société intervenant à l'intérieur de chacun des groupes d'associés, constitué par chaque Société associée et les sociétés ou entités qu'elle contrôle directement ou indirectement au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

ARTICLE 17 – Transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 18 – Agrément des cessions

Agrément pour toutes les cessions

1. Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des trois quarts des voix des associés disposant du droit de vote.

Toutefois, pendant les 3 ans suivant la date d'immatriculation de la société, les associés ne pourront céder leurs actions, ainsi que tout droit de souscription, attribution ou autre, ayant pour objet ou pour effet de conférer directement ou indirectement, un droit quelconque sur tout ou partie du capital ou des droits de vote de la société.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les noms, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

3. Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les deux (2) jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

Be

Sid

N'Fissa

Nadia

6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquiescer ou de faire acquiescer les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Agrément pour certaines cessions uniquement.

Opération de reclassement simple au sein d'un même groupe d'associés.

Les cessions ou transmissions d'actions de la Société résultant d'une opération de reclassement simple au sein d'un même groupe d'associés, telle que définie à l'article "Dispositions communes applicables aux cessions d'actions" ci-dessus sont libres.

Elles devront être notifiées au Président et aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, 15 jours au moins avant la réalisation de l'opération de reclassement envisagée.

La notification devra être accompagnée d'une note explicative justifiant de la réalité de l'appartenance du cessionnaire au groupe de l'associé Cédant et qu'il ne s'agit donc que d'une opération de reclassement simple.

Cessions ou transmissions d'un droit préférentiel.

De la même façon, les cessions ou transmissions d'un droit préférentiel de souscription intervenant à l'intérieur du groupe de l'une des sociétés associées, tel que défini à l'article Dispositions communes applicables aux cessions d'actions ci-dessus, sont libres.

Les cessions ou transmissions d'un tel droit préférentiel de souscriptions devront être notifiées aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au plus tard la veille de l'ouverture des souscriptions.

La notification devra être accompagnée d'une notice explicative justifiant de la réalité de l'appartenance du cessionnaire au groupe de l'associé Cédant.

Autres cas de cessions ou transmissions

Dans tous les autres cas, et donc en dehors des opérations de reclassement simple, les actions ne peuvent être cédées à des tiers ou entre groupes d'associés, qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des deux tiers des voix des associés disposant du droit de vote.

La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son identification complète (dénomination, siège social, numéro de RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

Le Président dispose d'un délai de deux (2) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus,

l'agrément sera réputé acquis.

Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les 30 jours de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

En cas de refus d'agrément, les associés non cédants sont tenus, dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue ou par la Société elle-même, en vue d'une cession ultérieure ou de la réduction de son capital, à moins que l'associé Cédant ne préfère renoncer à son projet.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé par les associés non cédants (ou par la ou les personnes qu'ils se seraient substitués) ou par la Société elle-même, en vue d'une cession ultérieure ou de la réduction de son capital dans ce délai d'un mois, l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

Le prix de rachat des actions sera celui proposé par le tiers cessionnaire pressenti, ou à défaut d'accord entre les parties sur le prix ainsi proposé, par voie d'expertise dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil, sur la base d'une valorisation des titres de participation détenus par la Société.

Le prix de rachat devra être payé, selon les modalités arrêtées d'un commun accord entre les parties, sur une durée maximum d'une année à compter de la signature des actes de cession.

Si les actions sont rachetées par la Société, celle-ci est tenue, dans un délai de 6 mois à compter de leur acquisition, soit de les céder, dans les conditions prévues aux présents statuts et aux stipulations extrastatutaires, soit de les annuler.

ARTICLE 19 - Modifications dans le contrôle d'un associé

1. En cas de modification au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce (La loi 2005 - 842 du 26 juillet 2005 pour la confiance et la modernisation de l'économie, ajoute un nouveau cas aux différents cas de contrôle déjà prévus par l'article L 233-3 du Code de commerce : une société est considérée comme en contrôlant une autre lorsqu'elle est associée ou actionnaire de cette Société et dispose du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de cette Société) du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Décisions collectives des associés dans un délai de trente (30) jours du changement de contrôle.

Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux associés.

Si cette procédure n'est pas respectée, la Société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'article "Exclusion d'un associé".

2. Dans le délai de 30 jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en oeuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la Société associée dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article "Exclusion d'un associé". Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la Société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une

opération de fusion, de scission ou de dissolution.

ARTICLE 20 - Exclusion d'un associé

Exclusion de plein droit

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

Exclusion facultative Cas d'exclusion

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;

Modalités de la décision d'exclusion

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des deux tiers des voix des associés disposant du droit de vote ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée ne participe pas au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

Formalités de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

- notification à l'associé concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée 30 jours avant la date prévue pour la décision de l'arbitre et des motifs de cette mesure afin de lui permettre de faire valoir ses arguments en défense soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux.

Prise d'effet de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application "des clauses d'agrément (et/ou de préemption)" prévue(s) aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les SOIXANTE (60) jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 21 - Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles " transmission des actions à Modifications dans le contrôle d'un associé" des présents statuts sont nulles.
Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

TITRE IV

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE - CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 22 - Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou personne morale, associé ou non, de la Société.

Désignation

Le Président, personne morale s'il y a lieu, est représenté par ses dirigeants sociaux.

Le Président dans tous les cas est désigné par décision collective des associés, statuant à la majorité des voix disposant d'un droit de vote.

Cessation des fonctions

Le Président peut démissionner sans avoir à justifier de sa décision à la condition de notifier celle-ci à l'associé unique ou à la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée trois (3) mois avant la date de prise d'effet de cette décision.

L'associé unique ou la collectivité des associés, statuant à la majorité des deux tiers des voix disposant d'un droit de vote peut mettre fin à tout moment au mandat du Président. La révocation n'a pas à être motivée.

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers.

A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Rémunération

La rémunération du Président est fixée par l'assemblée des associés statuant à la majorité des deux tiers des voix des associés disposant du droit de vote

ARTICLE 23 – Directeur général

Désignation

Le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général personne physique, peut bénéficier d'un Contrat de travail au sein de la Société.

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonction, sauf décision contraire des associés, statuant à la majorité des deux tiers des voix disposant d'un droit de vote, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut enfin être révoqué à tout moment, par décision de la collectivité des associés statuant également à la majorité des deux tiers des voix disposant d'un droit de vote mais sans qu'un juste motif soit nécessaire. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- exclusion du Directeur Général associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son Contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article "34" des statuts.

Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

ARTICLE 24 - Conventions réglementées

En application des dispositions de l'article L.227-10 du Code de Commerce, toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la société, son président ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 dudit code, doivent être portées à la connaissance du commissaire aux comptes dans le délai d'un mois du jour de sa conclusion.

Le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes.

Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

ME

ME

ME

ME

ARTICLE 25 - Commissaires aux comptes

Compte tenu des dispositions de la Loi de Modernisation de l'Economie, l'obligation de désigner un Commissaire aux comptes ne concerne plus, à compter du 1er janvier 2009, que les SAS (art. L 227-9-1, al. 2 et 3 du Code de commerce) :- qui dépassent pendant les deux exercices précédant l'expiration du mandat du Commissaire aux comptes, les chiffres fixés pour deux des trois critères suivants :

- Total du bilan : 1.000.000 €
- Montant de leur chiffre d'affaires hors taxe : 2.000.000 €
- Nombre moyen de salariés au cours d'un exercice : 20
- ou qui contrôlent, au sens des II et III de l'article L. 233-16, une ou plusieurs sociétés, ou qui sont contrôlées par une ou plusieurs sociétés.

Dans les autres SAS, les associés seront libres de nommer ou non un ou plusieurs commissaires aux comptes. De plus, même si les conditions prévues ci-dessus ne sont pas atteintes, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

La désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant demeure facultative et c'est à la collectivité des associés, statuant dans les conditions requises pour les décisions extraordinaires, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE V DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 26 - Décisions collectives des associés

Les associés délibérant collectivement sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- 1/ A la majorité des voix disposant d'un droit de vote :
- nomination et renouvellement des commissaires aux comptes,
 - approbation des comptes sociaux annuels et affectation des résultats,
 - nomination, renouvellement et révocation du Président,
 - fixation de la rémunération du Président,
- 2/ A la majorité des deux tiers des voix disposant d'un droit de vote :
- nomination, renouvellement et révocation du Directeur Général,
 - fixation de la rémunération du Directeur Général,
 - Ratification du transfert du siège social, création, déplacement et fermeture de succursales, agences et dépôts,
 - extension ou modification de l'objet social,
 - augmentation, amortissement ou réduction du capital social,

EB

SA

NF

ND

- opérations de fusion ou d'apport partiel d'actif ou de scission,
- transformation de la société,
- prorogation de la durée de la société,
- dissolution de la société,
- agrément des cessionnaires d'actions,
- exclusion d'un associé,
- acquisition ou cession d'actif immobilier assortie ou non de contrat de crédit-bail supérieure à 15.000 € par an,
- acquisition, cession ou apport de fonds de commerce supérieur à 15.000 €,
- création ou cession de filiale,
- modification de la participation de la société dans ses filiales,
- conclusion de tout contrat de crédit-bail immobilier,
- investissement quelconque, et emprunt sous quelque forme que ce soit pour des sommes supérieures à 15.000 €,
- caution, aval ou garantie, hypothèque ou nantissement à donner par la société supérieure à 15.000 €,
- crédit consenti par la société hors du cours normal des affaires
- adhésion à un groupement d'intérêts économique et à toute forme de société ou d'association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la société.

Toute autre décision relève de la compétence du Président.

ARTICLE 27 - Règles de majorité

Sauf pour ce qui concerne spécifiquement les stipulations contenues dans les présents statuts, les autres décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Sous la même réserve, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Toutefois, la Société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir.

Enfin, et pour ce qui concerne les décisions collectives limitativement énumérées ci-après celles-ci doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote, à savoir ;

- Celles prévues par les dispositions légales ;
- Les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission (art. L 225-130, al. 2 du Code de commerce) ;
- La prorogation de la Société ;
- La dissolution de la Société ;
- La transformation de la Société en Société d'une autre forme ;

ARTICLE 28 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés. Elles

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée.

Toutefois, la Société prendra en considération, tous les transferts de propriété des titres qui pourront intervenir pendant ce délai de trois jours, pour autant que lesdits transferts lui soient notifiés au plus tard la veille de l'assemblée, à 15 heures, Heure locale du siège social.

ARTICLE 29- Assemblées

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Toutefois, tout associé disposant de plus de 10 % du capital peut demander la convocation d'une assemblée.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite 15 jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret N°2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache.

Le Président de Séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article ci-après.

ARTICLE 30- Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'Assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les noms, prénoms et qualité du Président de Séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés.

M. Elyace

M. Sid-Ahmed

M. N'Fissa

M. Nadia

Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

ARTICLE 31- Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés 15 jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

ARTICLE 32- Droit de communication des associés

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

TITRE VI COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DU RESULTATS

ARTICLE 33 - Etablissement et approbation des comptes annuels

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

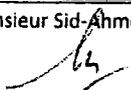
Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des Commissaires aux comptes, si il y lieu.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes si il y lieu, lors de cette décision collective.

ARTICLE 34 - Affectation et répartition des résultats

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans









les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

2. Toutefois et par exception, il est ici précisé que les bénéfices et réserves distribuables au cours de l'existence de la société seront affectés à part égale entre les deux associés visés en tête des présentes. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.
3. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.
4. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.
La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE VII LIQUIDATION – DISSOLUTION – CONTESTATIONS

ARTICLE 35 - Dissolution - Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

Elyace

Sid-Ahmed

N'Fissa

Nadia

ARTICLE 36- Contestations

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la société, ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre associés, gérants ou non (ainsi que leurs héritiers ou ayants-droit) et les organes de gestion ou d'administration et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, devront être soumises à la procédure d'arbitrage prévue au présent article.

A cette fin, lorsque l'une des parties estimera qu'il y a lieu de recourir à l'arbitrage, elle devra en faire part à l'autre partie, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en lui précisant l'objet du litige.

A défaut par les parties de s'entendre, dans le délai de quinzaine à dater de l'envoi de la lettre recommandée, sur le choix d'un arbitre unique, chacune d'elles devra, sans la huitaine qui suivra l'expiration de ce délai de rigueur, faire part à l'autre, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, du nom de l'arbitre par elle choisit.

Les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de manière que le tribunal arbitral soit constitué en nombre impair.

Le ou les arbitres sont obligatoirement des personnes physiques.

A défaut d'accord sur cette désignation (qu'il s'agisse de l'un des arbitres à désigner par les parties ou du tiers arbitre) il y sera procédé par voie d'ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par l'une des parties ou un arbitre.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce, saisi comme il est dit ci-dessus, non susceptible de recours. De la même manière, ce magistrat sera compétent pour résoudre toutes autres difficultés d'arbitrage ou d'application de la présente clause d'arbitrage.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie de l'appel.

Les arbitres seront juges de leur propre compétence et leur sentence sera rendue à la majorité des voix. Sauf décision contraire des arbitres, les frais et honoraires d'arbitrage seront supportés par les parties à raison de moitié chacune.

A défaut d'accord contraire des arbitres, l'arbitrage se tiendra au siège de l'entreprise et, en cas de difficultés, dans les locaux du Tribunal de Commerce compétent ou dans tous autres lieux du choix du, ou des arbitres.

Un compromis déterminant l'objet du litige à soumettre au tribunal arbitral est établi et signé par les deux parties.

A défaut, chacune d'elles remet au tribunal arbitral un exposé écrit de ses prétentions, ces exposés tenant alors lieu de compromis.

Si l'une des parties ne remet pas d'exposé, celui de l'autre partie est considéré comme exprimant l'ensemble de la contestation.

Si l'une des parties est défaillante devant la juridiction d'arbitrage, il sera passé outre dans la mesure où cette partie aura été convoquée pour comparaître avec un délai de huit jours minimum avant l'audience, dans un tel cas, la procédure sera réputée contradictoire et donc parfaitement régulière.

Les arbitres pourront recourir à toutes mesures d'audition ou d'expertises, par eux-mêmes ou par les tiers de leur choix.

TITRE VIII DESIGNATION DES ORGANES SOCIAUX - ACTES ACCOMPLIS POUR LA SOCIETE EN FORMATION

ARTICLE 37- Nomination des dirigeants

Le Président.

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts et sans limitation de durée est :

Monsieur Elyace BENSALÉM

Né le 9 Mai 1973, à El Biar (ALGERIE), de nationalité algérienne,
Et demeurant au 143, rue Ali Remli, 16340 Bouzareah ALGER - ALGERIE

Sus désigné et domicilié, lequel déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

ARTICLE 38- Etat des actes accomplis pour le compte de la Société en formation

Un état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société est annexé aux présents statuts. Cet état a été tenu à la disposition des associés dans les délais légaux à l'adresse du siège social.

En outre, le Président agira au nom et pour le compte de la Société en formation, jusqu'à son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

L'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés comportera reprise de ces actes et engagements.

ARTICLE 39- Formalités de publicité – Immatriculation

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

Mys

Sid-Ahmed

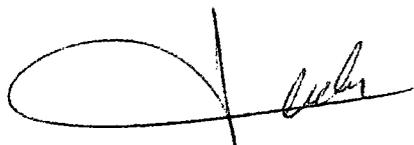
N'Fissa

Nadia

Fait à Nice
L'an Deux Mille quinze
Le 6 Octobre
En Cinq originaux.

Monsieur Elyace BENSALÉM

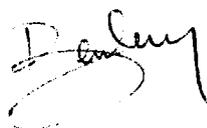
Pour pour acceptation
de fonctions de Président



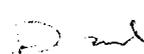
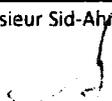
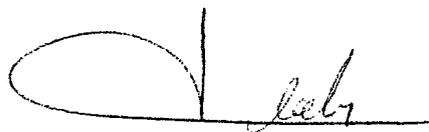
Monsieur Sid-Ahmed BENSALÉM



Madame N'Fissa BENSALÉM, née LAKEHAL



**Madame Nadia DAHMANE, née BENSALÉM,
représentée par Monsieur Elyace BENSALÉM.**



LISTE DES ASSOCIES

Monsieur Elyace BENSALÉM

400 actions

Représentant un capital de 40.000 euros

Monsieur Sid-Ahmed BENSALÉM

400 actions

Représentant un capital de 40.000 euros

Madame N'Fissa BENSALÉM, née LAKEHAL.

100 actions

Représentant un capital de 10.000 euros

Madame Nadia DAHMANE, née BENSALÉM.

100 actions

Représentant un capital de 10.000 euros

SOIT AU TOTAL 1000 ACTIONS

REPRESENTANT UN CAPITAL DE 100.000 EUROS

